

Nouvelles locales du mercredi 25 novembre 2015

@rib News, 25/11/2015 | Politique - L'Assemblée Nationale du Burundi réclame la radiation de quatre députés burundais de l'UEA. Dans une Conférence de presse animée ce lundi 23 novembre 2015 à Kigali, le Président de l'Assemblée Législative de la Communauté Est Africaine a informé les journalistes qu'il venait d'avoir une lettre du Président de l'Assemblée Nationale du Burundi qui exige le retrait de quatre députés des neuf qui représentent le Burundi à l'UEA.

Les représentants du Burundi qui risquent de perdre leurs sièges sont Jérôme Ngendakumana du CNDD-FDD, Martin Nduwimana et Frédéric Ngenzebuhoro tous de l'UPRONA et Yves Nsabimana du FRODEBU-Nyakuri. Dan Kidega ne donne pas de raisons avancées mais indique qu'une réunion avec les concernés est envisagée pour statuer sur la demande de l'honorable Pascal Nyabenda. L'honorable Jérôme Ngendakumana du CNDD-FDD est en conflit avec son parti et il a déjà exprimé son opposition au troisième mandat du Président Nkurunziza. Les deux députés Upronistes eux aussi sont en disgrâce avec la direction de leur parti. Enfin, Yves Nsabimana est membre du FRODEBU-Nyakuri qui ne siège plus à l'Assemblée Nationale du Burundi, une condition pour être représenté à l'UEA. La justice burundaise demande l'extradition du directeur du groupe de presse Iwacu. Le procureur de la République du Burundi vient d'adresser une correspondance au ministre Burundais de la justice qui lui demande d'exiger des autorités belges l'extradition du journaliste Antoine Kaburahe, Directeur du groupe de presse Iwacu, en exil depuis mercredi 18 novembre 2015. Dans cette correspondance du 23 novembre 2015, Valentin Bagorikunda indique qu'Antoine Kaburahe est recherché par la justice burundaise dans le cadre de l'instruction du dossier RM 696/MA et RMPG/MA. Rappelons que le Directeur du journal Iwacu avait comparu lundi 16 novembre 2015 à la Cour suprême. Ce journaliste a été interrogé sur sa probable implication dans la tentative du putsch manqué le 13 mai 2015. Ajoutons aussi qu'Antoine Kaburahe qui a deux nationalités (Belge et Burundaise) dirige une entreprise de presse dont son journal Iwacu est considéré comme le plus informatif et le plus lu des productions de la presse écrite au Burundi. Ses journalistes sont dans le collimateur du pouvoir comme beaucoup d'autres journalistes burundais de la presse privée. Des personnes ont été tuées dans la nuit de ce mardi 24 novembre 2015, quand des policiers de la Brigade Anti-Emeute BAE en sigle ont tiré sur des jeunes qui se trouvaient dans une buvette au quartier II zones Nyakabiga en commune Mukaza dans la capitale Bujumbura, selon des témoins interrogés ce mercredi matin. Les victimes sont connues sous leurs prénoms respectifs de Timothée et Janvier. Le premier était un orphelin SOS et l'autre avait comme profession de peintre en bâtiments. Un témoin explique que vers 22h, il a vu ramper dans la rue près des 6^{ème} et 7^{ème} avenues des agents de la BAE lourdement armés qui voulaient surprendre des jeunes qui prenaient un verre dans cette buvette. Après, des tirs et explosions ont commencé à retentir, continue-t-il. D'autres sources sur place font état d'un policier tué lors des échanges de tirs. La police nie avoir enregistré des pertes en vies humaines mais reconnaît que trois policiers ont été blessés. Cette institution dit aussi avoir saisi 4 fusils et 3 grenades. La tension était encore grande à Nyakabiga jusqu'à neuf heures de ce mercredi. Plusieurs tirs se sont fait entendre dans le quartier Jabe non loin de l'avenue de la Jeunesse entre ce quartier et dans celui de Bwiza. Des tirs également dans le quartier de Mutanga-nord ont été entendus. Les premières informations parlent d'une alimentation ciblée. Deux personnes tuées par balles la nuit dernière. L'une a été retrouvée au quartier 2 de la commune de Nyakabiga. Il s'agirait d'un jeune orphelin. Par ailleurs, un atelier de couture a été incendié dans le même quartier. La deuxième victime a été retrouvée à Kanyosha. | Diplomatie - Le ministre allemand des affaires étrangères exhorte l'Union Africaine et l'EAC à trouver une solution rapide à la crise burundaise. A l'issue de sa visite en Ouganda et à l'États-Unis, l'Union Africaine, dimanche 22 novembre 2015, le ministre allemand Frank Walter Steinmeier a lancé un appel vibrant à l'Union Africaine et à la Communauté Est Africaine (EAC) pour engager tous les efforts afin de résoudre rapidement la crise politique burundaise et faire arrêter les tueries dans le pays. Il a averti que la crise burundaise a atteint un stade qui nécessite une intervention rapide des Chefs d'État de l'EAC et ajoute qu'il déplore que les efforts de la médiation conduite par l'EAC n'aient jusqu'ici pas encore produits des résultats visibles sur le terrain. Frank walter affirme que la situation au Burundi a débordé et que son pays était très préoccupé. Il regrette l'impact sur les efforts de développement avec des donateurs du Burundi qui ont décidé de suspendre leurs appuis. - L'Ambassade des États-Unis proteste contre la suspension des organisations de la société civile. « L'Ambassade des États-Unis exprime sa profonde inquiétude et préoccupation face à la récente annonce de suspendre les activités de plusieurs organisations de la société civile et le gel de leurs avoirs. Ces actions limitent davantage les libertés des Burundais de réunion et d'expression et représentent un net recul dans la poursuite de la paix et le dialogue au Burundi. Ces organisations sont un élément essentiel d'une démocratie dynamique, car ils sont un canal que les citoyens utilisent pour accéder au gouvernement d'une manière organisée et ordonnée. Elles contribuent à promouvoir le développement de l'État de droit civique et à combler les lacunes dans les services gouvernementaux. L'interaction du gouvernement avec les OSC doit être respectueuse et accueillante puisque que les OSC représentent leurs électeurs. Les États-Unis travaillent avec plusieurs OSC dans l'élaboration des programmes de développement, d'éducation et du bien-être. Par conséquent, nous craignons que les restrictions du gouvernement sur les activités des OSC puissent nous empêcher de poursuivre cet aspect précieux de notre partenariat. Les États-Unis, comme le Président Obama l'a récemment exprimé, restent attachés au peuple burundais et cherchent des occasions de poursuivre notre contribution par le biais des partenaires d'excitation de confiance. Nous apprécions la participation civique robuste et applaudissons l'engagement des OSC au développement du Burundi, en particulier dans les moments difficiles. Les États-Unis expriment leur soutien continu au peuple du Burundi dans leur expression de leurs droits civils, politiques, et les droits humains. Continuer à restreindre l'expression démocratique, que ce soit par la société civile ou les médias, ne favorise pas la discussion, le dialogue, ou la compréhension. Alors que la crise politique, économique et humanitaire au Burundi approfondit, la répression de la société civile est exactement opposé de ce que les Burundais ont besoin. Nous encourageons le gouvernement à lever ce

suspension provisoire sans délai afin que les citoyens burundais puissent maximiser leur capacité de développer leur pays dans la paix et la prospérité. »